



ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHE STATISTIQUES,
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET DE FORMATION
POUR LES PAYS ISLAMIQUES



RAPPORTS MENSUELS DE SESRIC
SUR
LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE COURANTE

Mai 2009

Attar Sokak No: 4, 06700 GOP, Ankara, TURQUIE
Tel: +90-312-468 6172 (4 lines) Fax: +90-312-467 3458
E - poste: oicankara@sesric.org Web: www.sesric.org

LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE COURANTE : LA PLUS PROFONDE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Rapport Mensuel de SESRIC, mai 2009

Introduction

La crise financière globale courante a commencé en juillet 2007 quand les investisseurs ont perdu leur confiance en valeur des hypothèques titrisées aux États-Unis (US). L'agitation dans les hypothèques secondaire-principales des États-Unis déclenchées par les sociétés de prêt « insouciantes » était seulement une partie d'un problème bien plus étendu dans le système financier affectant le marché du logement entier de 20 trillion dollars des États-Unis. Cependant, l'ampleur qu'elle a atteinte est maintenant une crise financière globale, considérée comme la plus profonde depuis la deuxième guerre mondiale.

La crise financière sur le marché du logement des États-Unis s'est transformée en une pénurie de liquidités à grande échelle comme les banques, les établissements de crédit et d'autres joueurs sur le marché financier préférés pour tenir l'argent comptant plutôt que le prêt entre eux parmi la précipitation pour se débarrasser des soi-disant actifs toxiques. Au début, les compagnies affectées étaient ceux qui étaient directement impliqués au niveau de prêt à la construction de maison et d'hypothèque, et puis les institutions financiers qui s'étaient engagés dans la titrisation des hypothèques. Après le changement fédéral de Fannie Mae et de Freddie Mac le 7 septembre 2008, qui a à ce point possédé ou a garanti environ la moitié du marché hypothécaire des USA, le 14 septembre 2009 était la date où la crise financière est entrée dans une phase de grave-impact marquée par des échecs de quelques banques américaines et européennes principales, comme la faillite des frères Lehman, qui est la plus grande dans l'histoire des États-Unis avec Lehman tenant 639 milliards dollars des États-Unis en ce qui concerne les actifs (Mamudi, 2008).

La crise avait approfondi avec une portée globale affectant depuis septembre 2008 un éventail d'activités financières et économiques et d'établissements partout dans le monde. Les impacts tôt de la crise financière courante ont été ensuivis dans plusieurs pays et des industries en termes de serrage global du crédit, de forts déclin sur les marchés financiers, les problèmes de liquidité dans des fonds de capitaux propres, la dévaluation des actifs soutenant des contrats d'assurance et des caisses de retraite, public accru exigible de la fourniture des fonds publics aux services financiers et à d'autres industries affectées, la dévaluation de quelques monnaies et volatilité accrue de monnaie. En conséquence, un nombre considérable de marchés boursiers, de banques, de sociétés de prêt immobilier et de compagnies d'assurance dans le monde entier s'est effondré.

Comme la crise a approfondi, les gouvernements des pays avancés et en développement principaux comme les régulateurs financiers internationaux ont essayés de prendre quelques mesures et efforts du même rang de réduction pour contenir la crise. Ces actions et efforts ont compris l'injection capitale substantielle dans des coupes de marchés financiers et de taux d'intérêt par les banques centrales importantes comme Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre, et la Banque Centrale Européenne. Par exemple, les États-Unis, au noyau de la crise, ont décrété le 3 octobre 2008 l'acte de stabilisation de l'économie de secours, créant un programme de soulagement qui a préoccupé 700 milliards dollars des États-Unis d'actifs pour acheter les actifs bancaires échouants,

particulièrement des valeurs mobilières garanties par hypothèque, et injectent le capital dans les banques. Le 8 octobre 2008, le gouvernement britannique a également lancé un plan de renflouement de £500 milliard qui a visé à injecter le capital dans le système financier et a nationalisé la plupart des institutions financières dans l'ennui. Ces tentatives de stabilisation ont été suivies près des subventions des taux d'intérêt par les banques centrales aux États-Unis (Fed), à l'Angleterre, à la Chine, au Canada, à la Suède, à la Suisse et à la Banque Centrale Européenne dans un effort coordonné de faciliter l'économie mondiale.

Comme la crise a eu comme conséquence des effets négatifs sur des économies réelles des pays avancés, où on s'attend à ce que le rendement contracte près environ 3% en 2009, les pays en développement ont également commencé à souffrir de la crise à cause de la diminution dans les flux de capitaux et le volume craintif de commerce international en raison de la chute brusque dans la demande globale des exportations. Par conséquent, un certain nombre de pays en développement ont également lancé des paquets de soutien pour stimuler leurs économies à la différence des grands paquets de délivrance par les pays avancés la plupart du temps consacrés aux programmes de renflouement.

Cependant, on a largement discuté que ces efforts fixeront seulement la crise financière, mais que le plus pire est à venir : si la pénurie de liquidités continue, il pourrait y avoir une récession économique globale prolongée avec le rétablissement peu probable au cours d'une période d'au moins deux années.

Impacts sur des Économies Mondiales : le Pire est à Venir

La crise financière globale courante a d'abord frappé les économies développées plus sévèrement, en particulier les États-Unis - où la Crise a émergé- et les pays Européens qui sont bien-intégrés financièrement. Les défauts en ce qui concerne les hypothèques secondaire-principales titrisées ont mené en peu de temps à une pénurie de liquidités ayant pour résultat des échecs de beaucoup d'institutions financières importantes et un effondrement d'interbancaire et des marchés boursiers. Par la suite, avec le marché de crédit serré accompagné de la perte de confiance et d'incertitude en augmentations, l'économie réelle a également entré une période de contraction grave avec l'évolution sans précédent du chômage.

De Pays Avancés aux Pays en Développement

L'économie globale subit maintenant un ralentissement profond de l'activité économique, avec des effets négatifs sur les secteurs financiers et réel non seulement dans les pays avancés mais également en pays en développement. La plupart des pays en développement qui ont survécu à la première vague de l'orage dû à peu ou pas d'exposition aux hypothèques secondaire-principal sont maintenant sévèrement affectées. En effet, des pays en développement sont maintenant exposés à la crise globale plus que dans les occurrences précédentes étant donné le fait qu'ils sont actuellement davantage intégrés avec l'économie globale par l'intermédiaire du commerce, l'IED, et les remises. Par conséquent, la crise courante, bien qu'enraciné et approfondi dans les pays avancés, impose maintenant des effets nuisibles sérieux aux pays en développement, en particulier à ceux avec le niveau élevé de l'intégration dans l'économie mondiale et aux marchés internationaux. Dans ce contexte, les canaux de transmission principaux ont été par la contraction du commerce international et chute d'accompagnement des cours de matières premières et l'inversion des flux

financiers. En conséquence, les problèmes suivants ont été les cadeaux principaux de la crise aux pays en développement:

- Ralentissement dans la croissance économique
- Chute des cours de demande et de matières premières d'exportation
- Diminutions sensibles dans des entrées de capitaux privées
- Interruption dans les écoulements de l'APD et des remises
- Volatilité élevée de taux de change
- Détérioration dans les balances courantes
- Augmentation en chômage

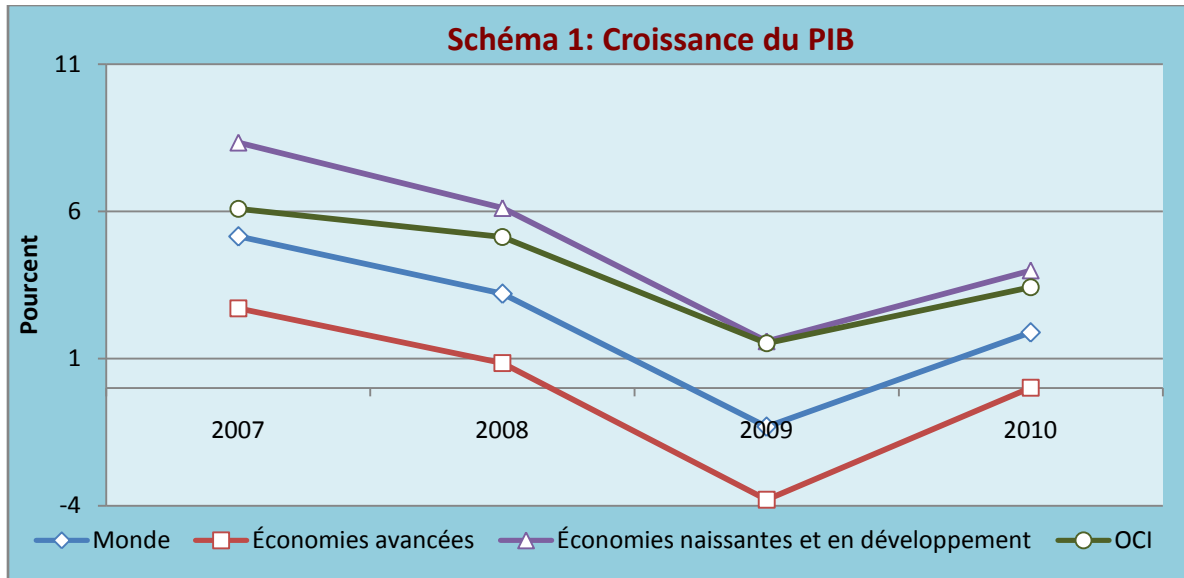
Ralentissement dans la Croissance Économique

On le croit généralement que la prochaine récession dans l'économie mondiale due à la crise sera la plus mauvaise depuis la Grande Dépression des années 30, avec la croissance négative économique mondiale pour 2009, en particulier pour les pays avancés principaux comme les États-Unis, le Canada, le R-U et le Japon aussi bien que la zone d'Euro. D'ailleurs, des perspectives économiques mondiales de beaucoup d'agences et d'établissements développementaux internationaux sont encore mises à jour en bas. Par exemple, alors que, en octobre 2008, le FMI a prévu une évolution mondiale pour 2009 par 3.0%, ceci plus tard a été mis à jour vers le bas deux fois à 2.2% et puis à 0.5%. Pour finir, le rapport de l'OEM d'avril 2009 a annoncé une projection davantage de contraction d'ici 1.3% dans le rendement du monde en 2009 avec des économies avancées qui mènent à éprouver une contraction pointue dans l'évolution tandis que les pays en développement pour avoir un taux de croissance aussi bas que 1.6% (voir Tableau 1).

Tableau 1: Révisions par le FMI pour les Projections 2009 de Croissance				
	OEM Oct.2008	Mise à jour Nov.2008	Mise à jour Jan.2009	OEM Avr.2009
Monde	3.0	2.2	0.5	-1.3
Économies avancées	0.5	-0.3	-2.0	-3.8
Zone d'Euro	0.2	-0.5	-2.0	-4.2
Les États-Unis	0.05	-0.7	-1.6	-2.8
Japon	0.5	-0.2	-2.6	-6.2
Économies Émergentes et en Développement	6.1	5.1	3.3	1.6

Source: IMF World Economic Outlook (WEO) Databases and Updates.

Les Perspectives Économiques Mondiales d'avril du FMI ont indiqué que le ralentissement dans l'activité économique globale continuera en 2009 tandis que 2010 marqueront un rétablissement lent. Suivant les indications du schéma 1, la croissance économique globale diminuera de 3.2 pour cent en 2008 à -1.3 pour cent en 2009. De même, dans les économies naissantes et en développement, l'évolution montrera un déclin pointu de 6.1 pour cent en 2008 à 1.6 pour cent en 2009. Dans les pays membres de l'OCI, en moyenne, la croissance de rendement diminuera de manière significative de 5.1 pour cent en 2008 à 1.5 pour cent en 2009.



Source: IMF World Economic Outlook Database, April 2008.

Chute des Cours de Demande et de Matières Premières d'Exportation

Les évaluations de l'OMC prouvent que le volume d'exportations globales dans les biens et les services diminuera de 9% en 2009, le plus grand déclin depuis la Deuxième Guerre Mondiale (OMC, 2009a). Les exportations diminueront de 10% dans les pays avancés tandis que dans les pays en développement les exportations diminueront par 2-3% en 2009. Compte tenu du fait que la plupart des pays en développement comme la Chine, Inde, Turquie, Corée, Malaisie, et beaucoup d'autres se basent fortement sur le commerce pour attirer l'investissement, créer des emplois, et réduire la pauvreté, la chute dans les exportations posera des implications socio-économiques graves pour ces économies.

Un autre coup aux recettes d'exportations des pays en développement viendra des cours de matières premières décroissants. La banque mondiale estime que les prix de l'énergie diminueront de 25% tandis que les cours de matières premières non énergétiques diminueront de 23% en 2009. À cet égard, les pays membres de l'OCI qui exporte les produits manufacturés comme l'Indonésie, la Malaisie, la Turquie et quelques autres souffrent déjà de la diminution de la demande globale des marchandises durables. Seule en Indonésie, les exportations des produits électroniques - la comptabilité pour 15% d'exportations totales est diminuée d'ici 25% en valeur entre janvier 2008 et 2009. Les pays membres de l'OCI en Afrique sont fortement dépendants sur des cours de matières premières comme dans le cas du Gabon et le Nigéria où le pétrole fournit 50 pour cent de produits d'exportation, et le Côte d' Ivoire et Guinée où le cacao et les minerais représentent un cinquième des produits. De même dans la région de MENA, en dépit de la diversification commerciale dans quelques pays, les exportations de pétrole sont toujours la source principale des revenus pour la majorité de pays membres.

Un autre problème relatif apparaîtra indistinctement dans le secteur du financement commercial. Le commerce global est fortement dépendant sur le crédit commercial et presque 90% du commerce est traditionnellement financée par le crédit à court terme. Maintenant, en raison de la crise financière et économique le marché de crédit a été séché. En 2008, l'OMC prévus un manque de financement commercial de \$ 25 milliards des États-Unis qui aggraveront beaucoup plus des espérances pour les pays en développement qui dépendent du commerce.

Diminutions Sensibles dans des Entrées de Capitaux Privées

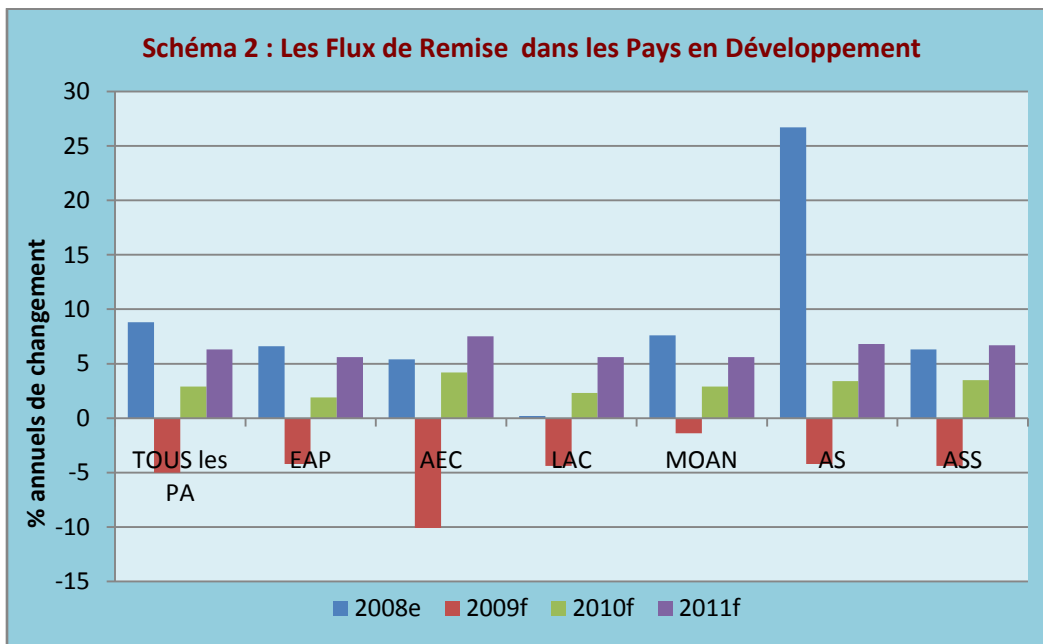
L'investissement étranger direct (IED) est considéré comme source de financement importante pour les secteurs public et privé dans les pays en développement manquant des systèmes financiers domestiques forts. Parmi la crise financière et économique courante, le flux global d'IED a montré l'évolution à la baisse et, selon la CNUCED, 2009, l'IED global est diminué par 21 pour cent annuellement en 2008, après cinq ans d'évolution forte et d'un niveau record de \$1.8 trillion des États-Unis en 2007. Les pays avancés étaient témoin de la régression la plus pointue de 33 pour cent tandis que les flux d'IED aux pays en développement demeuraient positifs en 2008. Cependant, le taux de croissance a diminué de plus de 20 pour cent en 2007 à 3.6 pour cent en 2008. Les pays en développement dans les régions comme l'Afrique qui a reçu le montant considérable d'IED ces dernières années peut faire face à un déclin plus pointu dans l'IED principalement déclenché par la diminution des cours de matières premières, comme la majeure partie d'IED dans ces économies était ressource motivée.

Selon la Banque Mondiale et l'Institut pour la Finance Internationale, des mouvements de capitaux privés aux pays en développement diminués d'environ \$500 milliards en 2008 en 2007 niveaux, et un autre déclin d'environ \$630 milliards est prévus pour 2009 (UN-DESA, 2009a). La Banque Mondiale estime également que 104 pays en développement fassent défaut à couvrir leur venir de dette extérieure dû en 2009, et leur financement total doit dépasser \$1.4 trillions. Les Nations Unies, d'une part, a estimé que les pays en développement auraient besoin d'environ \$1 trillions pour 2009 et 2010, moitié pour des besoins de financement à court terme, et moitié du prêt et de l'aide de développement à long terme (UN-DESA, 2009b).

Interruption dans les Flux d'APD et des Remises

L'aide publique au développement (APD) a été une source de financement importante pour beaucoup de pays en développement. Une publication récente de la CNUCED (la CNUCED, 2009) a prouvé que la crise bancaire dans les pays donateurs pendant les dernier 30 ans confirment une corrélation positive entre la crise bancaire et l'APD en rétrécissement. Si le fait que les pays avancés faisaient défaut à leurs engagements même avant le début de la crise financière et économique courante, la CNUCED s'attend que la crise moulera des impacts négatifs sur les flux de l'APD aux pays en développement de revenu faible, de ce fait aggraver beaucoup plus aux espérances pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans ces pays. À cet égard, les pays membres de l'OCI, particulièrement ceux classifiés parmi les pays moins Avancés seront gravement atteints par diminution des flux de l'APD.

Au cours des années les remises ont également émergé comme source de finances importante pour les pays en développement. En 2008, les pays en développement ont reçu \$ 305 milliards des États-Unis d'apport des remises. Cependant, en raison de la crise financière, le taux de croissance d'apport a diminué de 22% en 2007 à 8% de 2008 (banque mondiale, 2009). Si le fait que la crise financière a sévèrement endommagé les économies développées où la majorité d'ouvriers des pays en développement sont employées ; on s'attend à ce que l'apport de remises aux pays en développement diminue par 5 à 8 pour cent en 2009. Bien que l'apport de remises montre l'évolution négative à travers toutes les régions en développement, certaines régions comme l'Asie du sud (SA) et l'Europe et l'Asie Centrale (EAC) seront témoin d'un déclin plus pointu comparé à d'autres régions (Schéma 2).



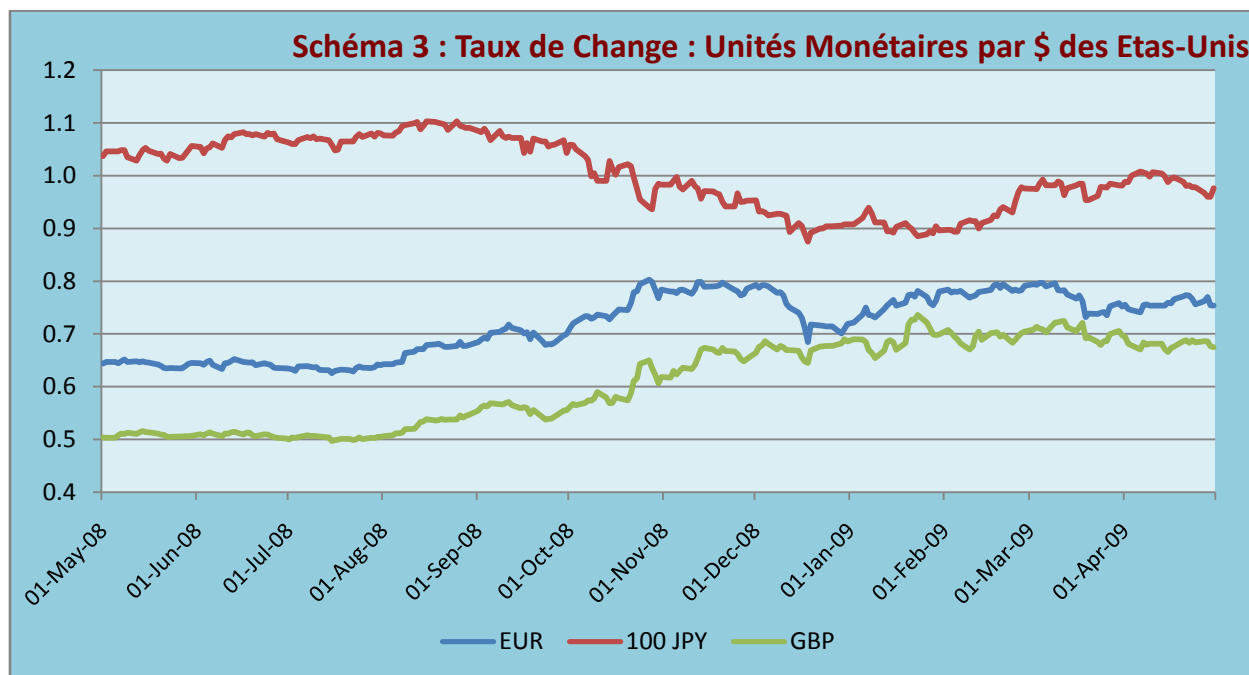
Source: World Bank. (2009). Outlook for Remittance Flows 2008-2011. *Migration and Development Brief*, No: 9.

L'apport de remises aux pays membres de l'OCI a monté de \$ 73 des États-Unis en 2007 jusqu'à \$80 milliard des États-Unis en 2008 bien que le taux de croissance de l'apport ait diminué du niveau le plus haut de 24.7% en 2007 à 10.3 % en 2008. Les pays membres de l'OCI ont représenté 26% de remises totales reçues par les pays en développement en 2008. Comme l'évolution négative a été prévue pour l'apport de remises dans les pays en développement en 2009, par conséquent les pays membres de l'OCI seront témoin également du déclin substantiel à cet égard. Les pays membres comme Tadjikistan, Liban, Jordanie et la Guyane, où les remises représentent 20 à 40 pour cent de PIB, seront plus affectée que les autres.

Volatilité Élevée de Taux de Change

La crise courante a mené à un taux de change de volatilité plus élevé qui traduit en incertitude croissante et coûts croissants de commerce international. Jusqu'à l'été de 2008, le dollar des États-

Unis s'était affaibli par rapport à l'euro, mais après cela et surtout après l'effondrement des frères Lehman mi-septembre, le dollar des États-Unis a apprécié par rapport à l'euro aussi bien que la livre Britannique (GBP) (Schéma 3). L'aversion croissante de risque dans le monde entier qui a comme conséquence une croissance significative dans le flux de portefeuille aux USA en plus d'une pénurie répandue de liquidité du dollar sur les marchés financiers contribués à l'appréciation du dollar.

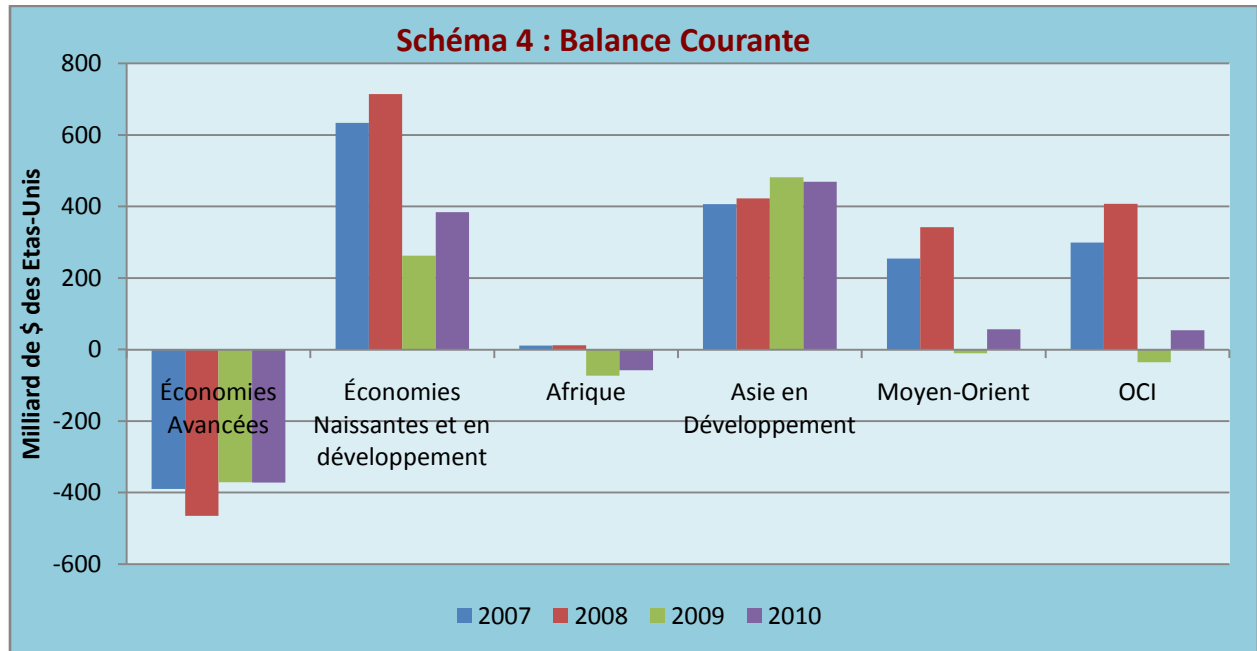


À cet égard, la plupart des monnaies des pays en développement comprenant ceux avec un taux de change chevillé à l'euro ont déprécié par rapport au dollar. D'une part, ceux avec un taux chevillé au dollar ont éprouvé une appréciation en ce qui concerne leurs monnaies. Dans la mesure où les changements des taux de change nominaux se transforment en mouvements en taux de change réels, les pays avec une appréciation dans leurs monnaies feront face à la compétitivité d'affaiblissement. Pour les autres, cependant, la hausse de la compétitivité n'implique pas nécessairement une hausse de leur exportation due à une demande globale faible.

Détérioration dans les Balances des Comptes Courantes

Le déclin dans une demande globale, la chute des cours de matières premières, et le craquement de crédit sur les marchés d'exportation ont été les sources principales de diminution du volume d'exportations dans le monde entier. Par conséquent, les pays font face déjà ou seront bientôt des déclinés de revêtement dans des produits d'exportation, indiquant un choc clair sur les balances courantes, bien que quelques pays aient également des valeurs plus basses d'importation dues au produit inférieur et aux prix du pétrole. D'une part, le déclin dans des apports de remises est également un élément important de l'impact négatif de la crise sur les balances courantes de beaucoup de pays en développement.

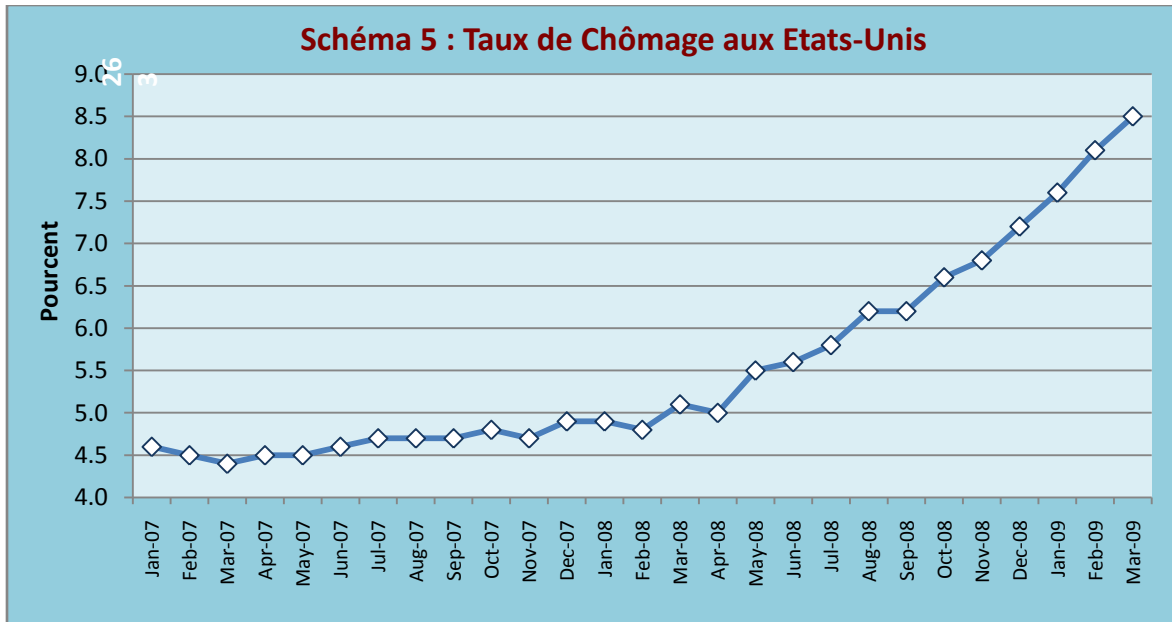
À la lumière des évaluations récentes par le FMI, le Schéma 4 prouve que les économies avancées auront une légère amélioration de leur balance des paiements déficitaire en 2009 tandis que les pays naissants et en développement vivent un déclin pointu dans leurs excédents. L'Afrique et le Moyen-Orient enregistreront des déficits à la différence des pays Asiatiques en développement, qui connaîtront une hausse par rapport à leurs excédents. D'une part, les pays membres de l'OCI, qui avaient donné des excédents croissants ces dernières années (au-dessus de \$400 milliards en 2008), feront face à un déficit d'environ \$35 milliards, dû principalement au déclin pointu dans des recettes pétrolières des pays principaux exportateurs de pétrole dans le Moyen-Orient.



Source: IMF, World Economic Outlook Database, April 2009.

Hausse du Chômage

Le ralentissement économique global déclenché par la crise mène à une élévation rapide du chômage. De nouveaux projets d'investissement/affaires sont remis à plus tard et les la plupart de ceux qui sont courants sont sur la prise due aux effets négatifs en ce qui concerne l'économie réelle et les perceptions pessimistes provoquées par la crise. Étant donné le ralentissement dans l'activité économique et la diminution en volume de production en raison de la demande globale faible, les milieux des affaires ont dû ramener la main d'œuvre au coût de sauvegarde. En conséquence, beaucoup de pays avancés, en particulier les États-Unis, connaissent des hausses substantielles du chômage. Le taux de chômage aux États-Unis avait monté de manière significative ces derniers mois, atteignant jusqu'à 8.5 pour cent en mars 2009 comparés à 6.2 pour cent en septembre 2008 (Schéma 5). Depuis le commencement de la récession en décembre 2007, 5.1 millions de travaux ont été perdus, avec presque deux-tiers (3.3 millions) de la diminution se produisant en 5 derniers mois (BLS, 2009).



Source: LBS. (2009). *The Employment Situation – March 2009*. US Bureau of Labor Statistics.

D'une autre part, les pays en développement souffrent également des pressions du chômage imposées par la crise. Avant la crise courante, beaucoup de pays de produits bas et moyens ont été sévèrement affectés par des hausses des prix de nourriture et de carburant tandis que quelques autres obtenaient des gains significatifs. Maintenant, avec une chute dans la demande globale, les prix sont tombés, à l'avantage des importateurs nets mais au détriment de ceux qui sont plus dépendants des produits d'exportation, avec des pressions de chômage en hausse dans les secteurs d'exportation.

Selon l'OIT, due à la crise, au moins 20 millions de travaux auront été perdus globalement vers la fin de 2009. Ces travaux, qui sont prévus pour être la plupart du temps dans la construction, les immeubles, les services financiers et les secteurs automatiques, apporteront le chômage du monde au-dessus de 200 millions pour la première fois.

Débordements aux Pays en Développement par Région

L'Europe Central et de l'Est et le CIS: Ils sont compromis, donné leurs grandes balances des paiements déficitaires. On s'attend à ce que quelques pays fassent face à des déclin pointus dans des entrées de capitaux.

L'Amérique Latine: Les conditions financières serrées et la demande externe faible sont les facteurs principaux menant à ralentir la Croissance.

L'Asie Naissante: La région est principalement affectée par les exportations en rétrécissement dues à la dépendance élevée de la région à l'égard les exportations de pointe.

Afrique: La Croissance ralentit, pourtant jusqu'à moins de degré que dans les autres régions. Le ralentissement est prévu en particulier dans les pays exportateurs des produits. Plusieurs pays souffrent de la demande d'affaiblissement de leurs exportations, remises inférieures, et investissement étranger direct, alors que les flux d'aide sont sous la menace.

Moyen-Orient: Les effets de la crise financière ont été plus limités - principalement par les recettes pétrolières décroissantes comme ils sont financièrement moins intégrés avec l'économie mondiale.

Impacts sur les PMA

Les pays moins avancés qui sont des importateurs de la nourriture et du pétrole nets avaient déjà souffert du boum récent dans les cours de pétrole et de matières premières, et donc faisant face aux pressions inflationnistes et accumulation des déséquilibres fiscaux. Bien que le produit et les prix de l'énergie soient récemment diminués à un niveau significatif, ces pays continuent à souffrir. D'ailleurs, les exportateurs des produits sont maintenant durement frappés dus à une demande plus faible de leurs exportations. L'effondrement de leurs exportations tandis que les flux d'aide sont contraints mettant une contrainte supplémentaire sur leurs balances courantes. Ces développements mettent en danger les efforts consacrés jusqu'ici pour réaliser les OMD, en particulier celui sur l'atténuation de la pauvreté.

Impacts sur les Pays Exportateurs du Pétrole

Investissement bas global et demande en baisse du pétrole dû à la régression sérieuse dans l'activité économique globale, avec des prix du pétrole stables de \$40-45 par baril après un déclin pointu de record à niveau élevé au-dessus de \$145, ait eu comme conséquence une chute brusque dans des recettes pétrolières des pays exportateurs du pétrole. Les produits en baisse ont à leur tour imposé des effets négatifs sur eux dus à la dépense accrue pour stimuler leurs économies et pour créer des emplois.

Impacts et Réponse de Politique : Pays Membres Choisis de l'OCI

Turquie: En Turquie, le Rendement industriel a diminué de 21.3% en janvier 2009, en particulier dans la production des véhicules à moteur, qui se sont laissés tomber de 60%. Le chômage a atteint 13.6 % au cours des trois derniers mois. Jusqu'ici, 6 paquets fiscaux ont été annoncés, et 3-4 sont prévus davantage au cours des 3 prochaines années. 36 mesures d'aborder la crise ont additionné à environ \$34 milliards pour 2008-2010. Celles-ci ont compris 20 mesures en ce qui concerne les produits (\$8.9 milliards), 11 mesures s en ce qui concerne les dépenses (\$17.2 milliards), et 6 autres mesures fiscaux indirectement liés au budget (\$7.9 milliards) (HaberTurk, 2009).

Tableau 2: Projections de Gouvernement Turc				
	2008	2009	2010	2011
Croissance (%)	1.1	-3.6	3.3	4.5
Balance des Paiements Déficitaire (Milliard \$)	41.7	11.0	18.6	26.4

Source: Institut Turque de la Statistique, bases de données statistiques ; Haber7, Ekonomi Kurmayları Yol Haritasını Çizdi, 13.04.2009.

Les fonctionnaires de gouvernement projettent que le PIB en Turquie diminuera de 3.6 pour cent en 2009 et récupérera en 2010 avec 3.3 pour cent de croissance. D'une part, on projette que la balance des paiements déficitaire, avec un déclin significatif en volume d'échange, diminuera à \$11 milliards de son niveau 2008 de \$41.7 milliards (Tableau 2).

La Malaisie: La Malaisie a récemment adhéré à la liste croissante de pays frappés par la crise globale. En novembre 2008, le gouvernement a déroulé 7.0 milliards de paquet fiscal de stimulus de

ringgit (\approx \$1.95 milliards). Le gouvernement malaisien, le 10 mars 2009, a annoncé un deuxième paquet fiscal de stimulus de 60 milliards de ringgit (\approx \$17 milliards) qui représente 9% du PIB et comprend des mesures directes pour soutenir l'emploi (Khor, 2009).

Un rapport par l'OMC a indiqué que, au cours des six derniers mois, la Malaisie également;

- A éliminé le droit d'importation sur le ciment.
- A libéralisé les importations des produits sidérurgiques.
- A éliminé les permis d'importation pour la construction et l'industrie manufacturière.

“Le but de ces mesures n'est aucun doute divers, mais chacun présente un exemple des politiques commerciales contribuant franchement pour aider l'inverse la contraction du commerce global” (OMC, 2009b)

L'Indonésie: La Croissance des exportations, avec une chute par 6 pour cent, est prévu pour chuter au-dessous de zéro en 2009. Souffrant des exportations décroissantes, les entreprises exportation-connexes dans le pays sont venues pour augmenter des licenciements afin d'épargner leurs coûts. Beaucoup d'analystes en Indonésie qui ont perdu leur confiance en 4.5 pour cent de croissance économique cette année, avec la Banque d'Indonésie, en mars, ont ramené son espérance de croissance économique à 4 pour cent.

Le gouvernement a lancé un paquet de stimulus de RP 73.3 trillion (\$6.3 milliards) pour renforcer de pouvoir d'achat et le développement d'infrastructure des consommateurs. De ce paquet, 76.8% ont été consacrés aux réductions des impôts, 16.6% aux projets d'infrastructure, et 6.5% aux placements économiseurs d'énergie. On s'attend à ce que le paquet de stimulus augmente 2009 le déficit budgétaire à \$11.6 milliards, ou 2.5% du PIB.

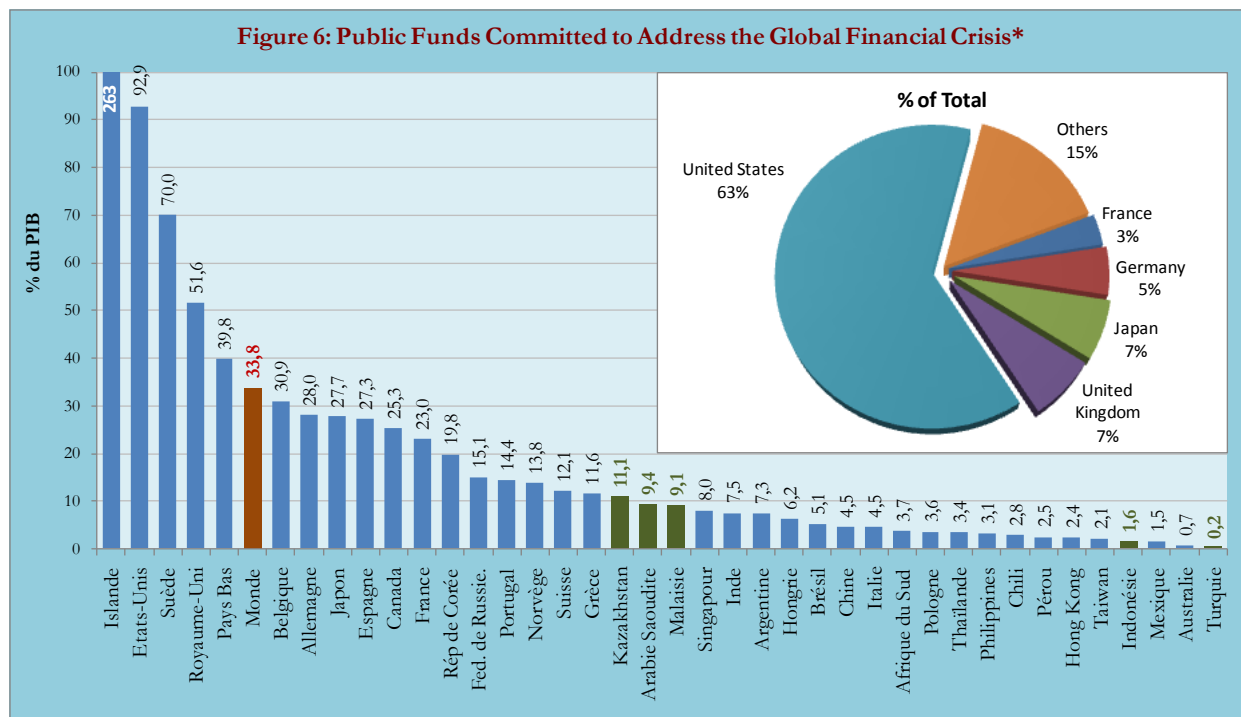
Pays Arabes: Le président des fonds monétaires arabes (AMF) a déclaré que “*les indicateurs financiers montrent un impact limité de la crise sur le monde arabe*”. D'une part, le Directeur Général de l'Institut Arabe de Planification (IAP) a déclaré que “*les pays de Golfe n'ont pas été exemptés de la crise financière globale qui avait affecté des prix du pétrole et le krach causé des marchés boursiers.*”

Selon la maison d'investissement de placement en valeurs mobilières globale Koweït-basée, tout le revenu net du GCC a énuméré des compagnies abandonnées par 19.8% en 2008 comparés à 2007. Hors des 466 compagnies énumérées, 283 ont souffert un déclin dans leurs revenus annuels tandis que 109 sociétés encourageaient des pertes.

Paquets de Délivrance du Secteur Financier et Paquets Fiscaux de Stimulus

La plupart des pays avancés et plusieurs pays en développement ont alloué la quantité substantielle de paquets de délivrance de secteur financier et de grands paquets fiscaux de stimulus pour contenir la crise. Depuis la manifestation de la crise jusqu'au mars 2009, tout le appui par 39 pays (la plupart du temps avancés) est estimé à \$20.9 trillion ou 33.8 pour cent du produit brut mondial prévu (WGP) pour 2008 (UN-DESA, 2009a). La plupart de ces ressources étaient pour les paquets financiers de renflouement et seulement cinq pays avancés, à savoir les États-Unis, le R-U, le Japon, l'Allemagne, et la France ont représenté 85 pour cent de cette quantité (Schéma 6). Les plans fiscaux de stimulus additionnent à environ \$2.6 trillion ou 4 pour cent de WGP, pour être dépensé au cours

de la période de trois ans 2009-2011. Cependant, cette quantité est encore considéré insuffisante, car les suggestions se concentrent sur 3 pour cent de WGP par an (UN-DESA, 2009b).



Source: UN/DESA Monthly Briefing WESP No.7

* Entre le 1er septembre 2008 et le 31 mars 2009.

Considérations Globales en ce qui concerne la Mobilisation des Ressources Additionnelles pour le Financement

Pour atténuer les effets de la crise, en particulier sur les pays en développement, et rencontrer la liquidité additionnelle dans le monde entier, un certain nombre de propositions ont été mises en avant en menant des organisations internationales. Parmi les derniers était l'établissement des DTS et doubler (comme proposé par l'UE) ou tripler (proposé par les États-Unis) la capacité existante du prêt du FMI de \$250 milliards. À cet égard, le Japon a déjà prêté \$100 milliards de ses réserves pour augmenter la capacité du prêt du FMI. L'Union Européenne a également commis l'EUR 75 milliards. On s'attend à ce qu'également la Chine et certains des pays principaux exportateurs du pétrole contribuent pareillement. On a également proposé la mobilisation des réserves et des ressources accumulées dans les fonds souverains de richesse des pays excédentaires pour surmonter les déséquilibres financiers courants parmi des pays. À cet égard, les pays de l'ASEAN ont déjà accepté d'augmenter des ressources pour l'approvisionnement de liquidité par l'initiative de Chiang Mai (leur mécanisme principal de coopération financière régionale) de \$80 milliards à \$120 milliards. La Banque Mondiale propose également la création des « fonds de vulnérabilité », pour être financée de 0.7% du paquet du stimulus de chaque pays avancé (UN-DESA, 2009a; IMF, 2009c).

Sommet de G20 de Londres : Décisions

Au milieu de la crise en approfondissement, les chefs du groupe de vingt (G20) se sont réunis à Londres le 2 avril 2009 avec la notion qu'une crise globale exige une solution globale. Ils ont mis en gage pour pouvoir faire ce que soit nécessaire:

- reconstituer la confiance, la croissance, et les métiers;
- réparer le système financier pour reconstituer le système de prêt;
- renforcer le règlement financier pour rétablir la confiance;
- placer et reformer nos institutions financières international pour surmonter cette crise et pour empêcher celles de l'avenir;
- favoriser le commerce et l'investissement globaux et rejeter le protectionnisme, pour soutenir la prospérité ; et
- établir un rétablissement inclus, vert, et soutenable.

Dans le plan global ils ont constitué pour le rétablissement et réforme, ils ont convenu pour;

- tripler des ressources disponibles au FMI à \$750 milliards;
- soutenir une nouvelle attribution de DTS de \$250 milliards;
- soutenir au moins \$100 milliards du prêt additionnel par les MDB;
- assurer \$250 milliards pour soutenir la finance commerciale;
- employer les ressources additionnelles des ventes convenues d'or de FMI pour des finances concessionnaires pour les pays les plus pauvres ; et
- constituer \$1.1 trillion additionnels de programme d'appui pour reconstituer le crédit, l'évolution et les travaux dans l'économie mondiale.

Vues sur les Solutions

On le convient largement que les risques de chute du cours à la croissance économique mondiale réclame l'action concertée et coordonnée de politique au niveau national et international. Comme le FMI l'a décrit, la crise courante est en partie une « crise de confiance », confiance en système financier global. La reconstitution de la confiance au niveau de système financier international est principale pour résoudre la crise, et ainsi, une plus grande coopération internationale de politique est cruciale. La crise financière et les conditions économiques globales courantes pourraient rebondir plus rapidement que prévu si des décisions politiques aux niveaux nationaux et internationaux sont bien renforcées.

Recommandations par la Commission des Experts en Réformes du Système Monétaire et Financier International

Mené par le Prix Nobel Joseph Stiglitz et commissionné par le président de l'Assemblée Générale, un groupe d'experts a proposé les changements de grande envergure de la structure financière internationale, et les mesures fortes pour surmonter la crise économique globale courante. Les recommandations se sont concentrées sur les titres suivants¹:

1. Tous les pays avancés devraient prendre des actions fortes, coordonnées, et efficaces pour stimuler leurs économies.
2. Les pays en développement ont besoin de placement additionnel.
3. Mobiliser les fonds de développement additionnels par la création d'une nouvelle facilité de crédit.
4. Les pays en développement ont besoin de plus d'espace de politique.
5. Le manque de concordance entre les politiques régissant le commerce et les finances doit être rectifié.

¹ Pour le rapport circonstancié voir <http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>

6. La réponse aux crises doit éviter le protectionnisme.
7. Ouverture des marchés avancés aux exportations des pays moins avancés.
8. Étude des politiques réussies pour entreprendre des réformes de normalisation.
9. Coordination de l'impact domestique et global de l'appui de secteur financier gouvernemental.
10. Coordination améliorée des politiques économiques globales.

Les recommandations ont été considérées à un dialogue interactif thématique sur la crise qui a eu lieu du 25 au 27 mars aux sièges sociaux de l'ONU à New York. Les recommandations à l'Assemblée Générale et le dialogue interactif seront considérés en ce qui concerne le fait de mener le processus préparatoire à la Conférence Internationale prochaine sur la crise économique et financière globale et son impact sur le développement, qui sera tenue du 1 au 3 juin à New York.

Le Rapport des experts a également compris « un ordre du jour pour la réforme systémique » au système international qui a suggéré;

1. Un Nouveau Système Global de Réserve.
2. Réformes du Gouvernement des Institutions Financières Internationales.
3. Un Conseil Économique Global de Coordination.
4. Une Surveillance plus Équilibrée et Améliorer.
5. Reformation des Politiques de la Banque Centrale pour favoriser le Développement.
6. Politiques du Marché Financier.
7. Soutien des innovations financières pour augmenter la Réduction de Risque.
8. Mécanismes pour Manipuler la Restructuration de Dette Souveraine et les Conflits Frontaliers d'Investissement.
9. Accomplissement d'un Rond Commercial vraiment Développement-Orienté.
10. Des Finances de Développements plus Stables et Durables.

Références

- BLS. (2009). *The Employment Situation – March 2009*. Retrieved May 04, 2009, from US Bureau of Labor Statistics: <http://www.bls.gov/>
- G20 Summit. (2009). *The Global Plan for Recovery and Reform, Leaders Statement*. London.
- Haber7. (2009). *Ekonomi Kurmayları Yol Haritasını Çizdi*, 13.04.2009.
- HaberTurk. (2009, April 14). *Ekonomik Önlemlerin Maliyeti*. Retrieved May 04, 2009, from HaberTurk: <http://www.haberturk.com/>
- IMF. (2008a). *Rapidly Weakening Prospects Call for New Policy Stimulus*, World Economic Outlook Update, November 6, 2008.
- IMF. (2008b). World Economic Outlook Database, October 2008.
- IMF. (2009a). World Economic Outlook Database, April 2009.
- IMF. (2009b). Global Economic Slump Challenges Policies, *World Economic Outlook Update*, January 28, 2009.
- IMF. (2009c). IMF Survey Online, 27 March 2009.
- Khor, M. (2009, March 02). *Global Crisis Reaches Malaysian Shores*. Retrieved May 05, 2009, from Third World Network: <http://www.twinside.org.sg/>
- Mamudi, S. (2008, September 15). *Lehman folds with record \$613 billion debt*. Retrieved April 29, 2009, from MarketWatch: <http://www.marketwatch.com/>
- Turkish Statistical Institute, Statistical Databases, <http://www.tuik.gov.tr>
- UNCTAD. (2009). *Assessing the Impact of the Current Financial and Economic Crisis on Global FDI Flows*. [<http://www.unctad.org/>].
- UNCTAD. (2009, March). *Keeping ODA Afloat: No Stone Unturned*. Policy Brief, No: 7.
- UN-DESA. (2009a). *The Trillion Dollar Plan*. UN-DESA Policy Brief No: 13.
- UN-DESA. (2009b). WESP Monthly Briefing, No: 7.
- World Bank. (2009). Outlook for Remittance Flows 2008-2011. *Migration and Development Brief*, No: 9.
- WTO. (2009a). WTO Sees 9% Global Trade Decline in 2009 as Recession Strikes, *World Trade 2008, Prospects for 2009*, WTO: 2009 Press Releases, 23 March 2009.
- WTO. (2009b). *Report to the TPRB from the Director-General on the Financial and Economic Crisis and Trade-Related Developments*, 26 March 2009.